

13 novembre 2015 : un an après, le contexte, les progrès, les échecs

Un an après les massacres commis à Paris dans la nuit du 13 novembre 2015, où en est la France face au terrorisme ? Un diagnostic pertinent tient aux trois questions que voici :

- CONTEXTE : quelles évolutions dans la zone Syrie-Irak, d'où clairement venaient les impulsions, voire les ordres, de frapper à Paris et Bruxelles ?
- PROGRÈS : qu'a appris en un an le continuum sécuritaire français, renseignement intérieur, appareil policier, machine judiciaire ? Ce continuum fait-il mieux désormais ?
- ECHECS : qu'aurait-il fallu de plus que le rafistolage auquel un gouvernement vacillant s'est borné ?

CONTEXTE - énorme différence entre la fin 2015 et la fin 2016 : le bouclage de la frontière sud de la Turquie, mitoyenne de la Syrie et de l'Irak. Se méfiant des appels téléphoniques, emails, SMS, etc. - et même du cryptage de la messagerie *Telegram*, l'état-major de l'Etat-islamique impulsant les "opérations spéciales à l'étranger" doit user d'émissaires physiques, d'hommes passant du Proche-Orient à L'Europe pour transmettre des consignes, fournir de l'argent, recueillir des informations, etc.

Mais par où passent-ils désormais ? Voyons la carte. Par la Turquie ? Difficile sinon impossible : la zone frontière grouille de bandits et de contrebandiers que l'on peut soudoyer ou convertir ; mais lesquels sont fiables ? Lesquels vous vendront aux féroces services spéciaux turcs, contre rétribution ou faveur ? Iran, zones de l'Irak ou de la Syrie donnant accès à des ports et aéroports internationaux : terres chi'ites ou "alaouites" farouchement hostiles à l'Etat islamique.

Ainsi, les décideurs de l'Etat islamique sont dans une nasse, sur un territoire labouré par les terribles frappes russes - aériennes certes, mais plus mortelles encore, de son artillerie lourde qui écrase jour et nuit les secteurs aux mains des "rebelles". Dans ces secteurs, les pertes terroristes sont terribles. On y compte désormais plusieurs combattants "français" tués par semaine et le stock de ces derniers est tombé sous les 700.

- PROGRÈS - un Etat organisé a sur tout groupe terroriste (islamiste ou autre) une intrinsèque supériorité : sa capacité à apprendre ; là où un groupe clandestin, qui passe son temps à survivre, stagne et devient vite quasi-incapable de se régénérer. Ainsi, l'appareil antiterroriste français, tel qu'il était en janvier 2015 et est encore aujourd'hui, a appris à connaître son ennemi. Incapable

d'anticiper, de déceler, de pré-voir, le renseignement intérieur français a quand même fait rétrospectivement ses gammes et sait aujourd'hui quel était l'ennemi qui, plusieurs fois, a frappé la France en 2015. Ainsi, l'exacte répétition d'un "13 novembre" est peu plausible en France. 239 morts plus loin, l'appareil répressif français sait désormais combattre l'ennemi d'hier.

Mais voilà le hic : jamais l'histoire ne repasse identiquement les plats. Dans la stratégie indirecte (terrorisme, guérilla etc.), la surprise est reine. Nul Ben Laden ne ciblera plus jamais des tours de Manhattan façon "11 Septembre". Le renseignement intérieur français sait-il, peut-il nous protéger d'attaques d'un type nouveau, encore dans les limbes ? Pas sûr et voilà pourquoi.

- ECHECS : Après les attaques de Charlie-Hebdo et de l'hyper-casher, la France devait refonder son outil antiterroriste. Sortir de l'UCLAT, chaotique coordination où vingt services divers, souvent hostiles et peu partageurs, cohabitent dans la méfiance. Un dispositif lourd et plein de trous, encore compliqué par l'addition au millefeuilles d'une supplémentaire couche, l'EMOPT (Etat-Major Opérationnel de Prévention du terrorisme), caprice ministériel dont tous les acteurs de l'antiterrorisme se demandent à quoi il sert et comment l'ajuster au reste de l'usine à gaz.

Si le ministère de l'Intérieur avait eu un chef doté d'une vision décisive, voilà ce qu'il devait réaliser dans le feu de l'action. Choisir les plus agiles et brillants dans les divers azimuts de l'antiterrorisme, de jeunes commissaires, officiers de gendarmerie ou du renseignement ayant commandé dans les périphéries des métropoles françaises ; des hommes connaissant l'ennemi, hybrides, racailles de banlieue, etc. Doter ce "commando de chasse" d'une unique et décisive mission : détecter les futures bombes humaines dans la foule des radicalisés et les neutraliser à *temps*. Or rien de cela n'a été fait - au contraire. Sous-FBI fasciné par *le high-tech*, le renseignement intérieur français avait échoué ? Sa direction annonce que désormais, il ne fera plus que cela, traquer l'ennemi islamiste dans le *cloud* - plutôt que dans les cités et quartiers hors-contrôle. Ce quand les Etats-Unis sortent du fétichisme des algorithmes, en matière de terrorisme : la guerre d'hier toujours, dans sa variante numérique. Et du travail pour une refonte des services, l'alternance venue. //